Le Temps, lundi 11 octobre 2010

e processus de paix défectueux

lomo Ben Ami, ancien ministre des Affaires étrangères israélien, explique pourquoi st erroné de vouloir parvenir à la paix en montant les modérés contre les extrémistes

epuis ses débuts à Oslo il y a que vingt ans, le processus de israélo-palestinien a été con- é par les dysfonctionnements ystèmes politiques de part et re. Otage d'une impossible tion et d'un mouvement plantation de fanatiques nomes, l'action du premier stre israélien Benyamin Neta- ou est fortement compromise. omologues palestiniens ne pas en meilleure posture.

clique qui entoure urd'hui le président palesti- Mahmoud Abbas incarne re déception qu'a représentée ocessus de paix débuté avec rd d'Oslo et ce qu'il a signifié les Palestiniens. De plus, rité palestinienne n'est parve- ni à représenter la majorité des tiniens ni à gouverner avec noyens démocratiques.

mandat présidentiel d'Abbas e à son terme, et les élections perpétuellement reportées. Le ier ministre de l'Autorité tinienne, Salam Fayyad, ne son homologue à Gaza, erne par décret, maintient

exclue n'avait jamais représenté la majorité démocratiquement élue. Il est fort peu probable qu'un processus de paix conçu comme un moyen d'affaiblir et d'isoler les gagnants d'une élection, en l'occurrence le Hamas, parvienne à créer la cohésion.

Tout comme George W. Bush, le président Barack Obama limite son engagement diplomatique plutôt à ses amis qu'à ses adversaires. C'est ce qui explique plus que toute autre chose la rupture entre l'opinion publique arabe et l'administration Obama.

L'idée – chère aux architectes du processus en cours – selon laquelle on peut parvenir à la paix en montant les modérés contre les extrémistes est une terrible erreur. Cela constitue un double paradoxe. Non seulement on est alors amené à négocier avec des modérés illégitimes, mais c'est précisément leur manque de légitimité qui oblige les modérés à être intraitables sur les questions essentielles, à moins de se voir qualifier de traîtres par les radicaux.

Abbas est trop faible pour accepter un accord final avec lequel Netanyahou pourrait vivre

Ce dangereux manque de légiti-

comme un Etat juif et que ses besoins en termes sécuritaires sont acceptés, «je vous surprendrais, il n'y aura pas de limites» a rendu possible le processus en cours. Mais une sécurité maximale – par exemple, un calendrier de retrait intolérablement long, des demandes territoriales déraisonnables enrobées en obligations sécuritaires, une présence israélienne dans la vallée du Jourdain, et un contrôle total de l'espace aérien palestinien et du spectre électromagnétique – serait incompatible avec la vision de souveraineté des Palestiniens.

Pour Netanyahou, la création d'un Etat palestinien signifie la fin du conflit et l'irrévocabilité des demandes. En réitérant la demande d'Israël à être reconnu comme l'état du peuple juif, il oblige les Palestiniens à insister plus encore sur les dossiers constitutifs du conflit, et en tout premier lieu sur le soi-disant «droit au retour» des Palestiniens qui avaient fui ou été chassés après l'indépendance d'Israël en 1948.

Abbas est trop faible et compromis pour accepter un quelconque accord final avec lequel Netanyahou pourrait vivre. Arafat avait établi le standard de ce qui était acceptable et de ce qui ne l'était pas, et Abbas ne peut se permettre le luxe de s'en écarter. Ainsi qu'il l'a admis lors d'un récent entretien au journal palestinien *Al Quds*, si on lui met la pression pour faire des

Le Hamas est un partenaire bien plus convenable pour un tel accord que l'OLP. Bizarrement, le Hamas et Israël pourraient avoir bien plus en commun que l'OLP et Israël. Israël veut un terme au conflit mais est incapable d'en payer le prix, tandis que le Hamas peut mieux réconcilier son idéologie avec un accord de paix avec Israël si celui-ci n'est pas considéré comme définitif.

La fin du conflit, comme l'exigence d'Israël d'être reconnu comme un Etat juif, est un concept qui a inutilement revêtu une signification mythique. Plutôt que d'insister sur ce que les Palestiniens ne peuvent donner, Israël devrait se concentrer sur l'essentiel: la légitimité internationale de ses frontières. La résolution 181 des Nations Unies de 1947 a déjà reconnu Israël en tant qu'Etat juif. Et même si les négociateurs palestiniens parvenaient à un accord pour mettre définitivement fin au conflit, il n'y a aucune chance pour que ensemble des factions palestiniennes le respectent.

Quelle que soit la voie empruntée, la grande question aujourd'hui reste l'énigme que constitue Bibi Netanyahou, un Churchill en puissance qui est convaincu que sa mission est de contrecarrer les desseins du nouvel et diabolique empire chiite de l'Iran; un acte qui exige la bonne volonté de la communauté internationale, et particulièrement de l'administration Obama. Il n'est pas totalement

Vous et nous

Vous écrivez

Méfaits du cyberbullying

Philip D. Jaffé, Sion (VS)

Dans le meilleur des cas, la technologie étend les capacités humaines et Internet est une bénédiction pour notre civilisation. Son versant sombre est la détresse qu'elle génère. La plus connue, la pédophilie, représente une atteinte abjecte aux droits des enfants et mérite une attention cyber-policière et judiciaire incessante.

Mais voici que pointe le «cyberbullying», l'usage d'Internet pour s'en prendre cruellement à des «ami-e-s» ou à de vagues connaissances. Aux Etats-Unis, deux suicides donnent un relief dramatique au phénomène. En janvier, Phoebe Prince, une adolescente de 15 ans, s'est pendue au Massachusetts à la suite d'un harcèlement prolongé de la part de camarades. Ce fait divers tragique a mené à une meilleure définition du cyberbullying et à l'entrée en vigueur de protections légales adaptées. Il y a quelques jours, Tyler Clementi, 18 ans à peine, s'est jeté d'un pont reliant le New Jersey à New York. Un camarade avait diffusé une vidéo qui le montrait en train d'embrasser un autre homme. Sur la Toile, les moqueries, le bizutage, les rumeurs malveillantes, et la transmission de clips intimes peuvent conduire même des personnes à la peau épaisse à ressentir l'humiliation extrême et à considérer le suicide comme seul recours. En Suisse aussi, soyons vigilants et veillons à encourager nos jeunes à mieux se respecter autant *de vivo* que virtuellement!

Caisse unique, la panacée?

Frank Humbel, Belfort (F)

S'il est vrai que les primes d'assurance maladie pèsent de plus en plus lourd dans le budget des Suisses, il faut néanmoins reconnaître que les prestations offertes justifient le prix à payer. L'ensemble de la population dispose ainsi d'une couverture obligatoire très complète qui lui permet de profiter de l'un des meilleurs systèmes de santé au monde. Les partisans d'une caisse unique feraient bien de regarder